

Tarif des douanes (n° 2)

et de la forêt. La conjoncture dans ces industries est fortement influencée par la conjoncture dans les autres pays. L'année dernière, le Canada est devenu un importateur net de produits agricoles pour la première fois dans son histoire. Nous vendons moins sur les marchés mondiaux et nous importons plus. Il est triste d'apprendre que nous ne pouvons suffire à nos propres besoins d'aliments à base de protéines et que nous mourrions de faim si nous ne pouvions pas importer ces protéines. La situation est plutôt grave parce qu'il y a de moins en moins d'agriculteurs.

L'agriculture présente presque le tiers du produit économique de notre pays. A l'exportation, les produits agricoles nous apportent des devises étrangères dont nous avons grand besoin et qui sont nécessaires à notre haut niveau de vie. Pourtant, le nombre d'agriculteurs diminue. En 1961, nous en avions 480,000; cinq ans plus tard, il y en avait 431,000 au pays. Il y a eu une diminution de 10,000 agriculteurs par année au cours de cette période. En 1970, la masse agricole s'établissait à environ 500,000, soit 170,000 de moins qu'en 1961. La technologie et la mécanisation sont responsables de ce problème. L'agriculture rapporte plus de 400 millions de dollars par année. Nous devons comprendre ce qui se passe. Nous sommes en train de devenir des importateurs nets de marchandises, tout particulièrement de produits agricoles. J'en parle pour montrer jusqu'à quel point l'industrie agricole est importante et jusqu'à quel point le travail de l'agriculteur est devenu une véritable science.

Aujourd'hui, un agriculteur nourrit 40 personnes; au tournant du siècle, il en nourrissait cinq. Bien que nous achetions et que nous vendions sur les marchés mondiaux, notre dollar se dévalue au même rythme que le dollar américain.

Le ministre a dit qu'il aimerait bien voir baisser le coût de la vie. Tout le monde est pour la maternité—mais je suis d'accord avec lui. Il veut réduire le prix des aliments pour les Canadiens. Nos producteurs doivent baisser leurs prix s'ils veulent rester concurrentiels. C'est aussi vrai aujourd'hui que ce l'était par le passé.

Ce qui s'est passé fait partie de l'histoire. Les prix des aliments n'ont cessé d'augmenter et le consommateur doit toujours payer davantage. Je me souviens, quand nous exploitions une ferme laitière, que nous avions beaucoup de pulpe de betterave sucrière qui se cultivait dans le sud-ouest de l'Ontario. J'entends encore l'industrie de la betterave sucrière sans cesse répéter au gouvernement: «Nous avons des ennuis.» Apparemment, le sucre de canne arrivait à Toronto et dans d'autres parties de la province d'après un certain système de contingents. Nos agriculteurs ne pouvaient soutenir la concurrence des pays étrangers où une main-d'œuvre moins dispendieuse permet de produire à meilleur marché. Il leur en coûtait moins cher pour cultiver la canne à sucre qu'il n'en coûtait à nos agriculteurs pour cultiver la betterave sucrière. On avait promis à ceux-ci, je crois, 700,000 dollars environ. Pourtant, l'offre fut annulée d'un seul coup et l'industrie a périclité. Je crois savoir qu'on va maintenant dépenser une cinquantaine de millions pour tenter de la relancer. Voilà qui démontre ce qu'il faut être bête pour se mêler de ce qu'on ne comprend pas. Les agriculteurs de toutes les régions de l'Ontario, même ceux qui font l'élevage des bestiaux, s'adressent ailleurs et paient même plus cher pour obtenir les sous-produits de l'industrie sucrière.

● (2030)

Le gouvernement parle maintenant de relancer cette industrie. Ce sera une entreprise longue et difficile. Il

[M. Rynard.]

faudra probablement pour cela de cinq à dix ans. Je pourrais tirer d'autres exemples du domaine de l'agriculture, mais un sul me suffira, celui des pêches dans la région du Niagara.

Le tarif qui s'applique aux pêches américaines qui entrent au Canada est de 63c. le cageot alors que celui qui s'applique aux pêches canadiennes qui entrent aux États-Unis est de \$1.45 le cageot. Je n'ai mentionné que les États-Unis, mais le Canada est devenu le dépotoir de tous les pays du monde. Je pourrais mentionner l'Australie, l'Afrique du Sud, l'Autriche et nombre d'autres. Il est de même d'autres fruits. Si nous poussions ce raisonnement jusqu'à sa conclusion logique, nous ne pourrions plus produire ni fruits ni légumes. Nous devrions les importer. Bientôt sonnerait l'heure de l'hallali. Tout comme pour le sucre, les prix ne cesseraient de grimper. Peut-être que c'est là la philosophie du parti libéral.

A l'époque où le sénateur Harry Hayes était ministre de l'Agriculture, il disait que le Canada ne pouvait aux mêmes conditions faire concurrence avec, disons, les États-Unis. Dans son discours préliminaire, le ministre a dit qu'il rendrait les agriculteurs plus concurrentiels. Quelle est donc la thèse libérale? Je m'interroge à ce sujet, parce que Harry réfléchissait beaucoup et que ses paroles avaient du bon sens. Dans son exemple d'une vache et de son veau sur la colline parlementaire, par une froide journée d'hiver alors que le thermomètre marque 20° sous zéro, il disait qu'il fallait mettre la vache et le veau dans une étable très chaude et il demandait comment faire pour que cette vache et ce veau puissent être élevées à un coût aussi bas qu'en Arkansas où le soleil brille constamment et où il n'y a pas lieu d'enfermer les animaux dans une étable. Ce raisonnement était cousu de bon sens.

Il n'est pas facile pour nos agriculteurs de faire concurrence, compte tenu de la courte saison agricole et du printemps qui nous arrive tard. Nous avons besoin de plus de bâtiments pour abriter le bétail. Les fruits et les légumes du Sud arrivent sur le marché avant ceux du Canada. On y délivre l'excédent des fruits et des légumes alors les nôtres font à peine leur apparition sur le marché. L'agriculteur ne saurait affronter la concurrence s'il ne touche pas de subsides. Au rythme où les cultivateurs quittent leurs fermes, je demanderais au ministre des Finances (M. Turner) de bien vouloir y penser. Les aliments coûteraient moins cher, si l'agriculteur bénéficiait d'un subside. Il pourrait faire concurrence sur les marchés mondiaux. Comment peut-il soutenir la concurrence dans un climat nordique où le printemps commence tard? On ne saurait y penser.

Je reviens au sénateur Harry Hays; le ministre devrait peut-être s'entretenir avec lui. Je tiens à souligner que si vous voulez que l'industrie agricole demeure une industrie viable, c'est le temps d'agir. Il y a pénurie d'aliments dans le monde. Nous devrions accorder des subsides aux agriculteurs pour qu'ils puissent faire concurrence sur les marchés mondiaux. Le ministre s'en rend compte. Il a l'esprit ouvert et il peut apporter des modifications. Il a déjà fait des changements, grâce aux suggestions de notre parti. Il s'aperçoit que l'agriculteur est coincé. Le ministre a voyagé un peu partout dans le Canada. C'est un bon Canadien et il sait qu'il faut leur venir en aide afin de ravitailler ses concitoyens du Nord à meilleur compte.

M. Bert Hargrave (Medicine Hat): Monsieur l'Orateur, je vais me borner ce soir à des considérations sur ce projet de loi relatif au tarif des douanes et à ses répercussions sur l'industrie bovine au Canada. J'ai eu le privilège de le faire hier soir au cours du débat sur les grains de pro-